

LEGISLATION CONCERNANT LE SPORT

à jour au 1^{er} février 2009

I.- Loi sur le sport et congé sportif

Loi sur le sport

Loi du 3 août 2005 concernant le sport (Mém. 2005, p. 2270)

modifiée par la loi du 24 novembre 2006 portant a) approbation de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, faite à Paris, le 18 novembre 2005; b) modification de l'article 16 de la loi du 3 août 2005 concernant le sport (Mém. 2006, p. 3490)

Congé sportif

Règlement grand-ducal du 30 avril 1991 concernant l'octroi d'un congé sportif (Mém. 1991, p. 611)

Code du travail, art. L. 234-9 (Mém. 2006, p. 2518)

Code du travail, art. L. 234-1 (Mém. 2007, p. 4404)

II.- Lutte antidopage et lutte antitabac

Lutte antidopage

Loi du 3 août 2005 concernant le sport, art. 16 (Mém. 2005, p. 2270)

modifiée par la loi du 24 novembre 2006 portant a) approbation de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, faite à Paris, le 18 novembre 2005; b) modification de l'article 16 de la loi du 3 août 2005 concernant le sport (Mém. 2006, p. 3490)

Loi du 26 avril 1996 portant approbation de la Convention contre le dopage, faite à Strasbourg, le 16 novembre 1989 (Mém. 1996, p. 1392)

Loi du 24 novembre 2006 portant

- a) approbation de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, faite à Paris, le 18 novembre 2005;
- b) modification de l'article 16 de la loi du 3 août 2005 concernant le sport (Mém. 2006, p. 3490)

Code mondial antidopage – Liste des interdictions 2009 – Standard International - Standard International pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (Mém. 2009, p. 17)

Loi du 24 novembre 2006 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention contre le dopage, ouvert à la signature, à Varsovie, le 12 septembre 2002 (Mém. 2006, p. 3486)

Lutte antitabac

Loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, art. 6 (Mém. 2006, p. 2726)

III.- Violence dans le sport

Loi du 12 janvier 1988 portant approbation de la Convention européenne sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives et notamment de matches de football, conclue à Strasbourg, le 19 août 1985 (Mém. 1988, p. 17)

IV. Contrôle médico-sportif

Loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la direction de la santé, art. 5 (Mém. 1980, p. 2012)

Règlement grand-ducal du 26 août 1980 concernant le contrôle médico-sportif obligatoire des membres licenciés actifs des fédérations sportives agréées (Mém. 1980, p. 1511)

Règlement ministériel du 7 octobre 1980 portant classification des activités sportives et déterminant le contenu de l'examen médical obligatoire des sportifs (Mém. 1980, p. 1911) modifié par règlement ministériel du 20 mars 1991 (Mém. 1991, p. 357)

Règlement grand-ducal du 1^{er} août 1996 concernant le recrutement et le stage du médecin chargé de l'organisation et du fonctionnement du service médico-sportif au Ministère de l'Education Physique et des Sports (Mém. 1996, p. 1978)

Règlement ministériel du 30 août 1995 désignant comme emploi à responsabilité particulière l'emploi de médecin-chef de division du contrôle médico-sportif (Mém. 1995, p. 1971)

V.- Structures administratives du sport, infrastructures sportives et cours de formation

Structures administratives

Loi du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports (Mém. 1988, p. 1123)

Règlement grand-ducal du 10 avril 1978 concernant l'organisme central du sport (Mém. 1978, p. 353)

Règlement grand-ducal du 9 mai 1990 portant organisation du Conseil supérieur de l'éducation physique et des sports (Mém. 1990, p. 367), modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2000 (Mém. 2000, p. 3278)

Institut National des Sports

Loi du 9 mars 1972 portant création de la fonction de commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports et d'un Institut National des Sports (Mém. 1972, p. 733)

Règlement grand-ducal du 8 mai 1972 déterminant les conditions d'admission, de nomination et de promotion du cadre de l'Institut National des Sports (Mém. 1972, p. 930) modifié par le règlement grand-ducal du 16 mars 1978 (Mém. 1978, p. 210)

Règlement ministériel du 24 janvier 1973 déterminant les programmes détaillés et la procédure des examens d'admission au stage, d'admission définitive et de promotion pour les différentes carrières du personnel de l'Institut National des Sports (Mém. 1973, p. 92)

Règlement ministériel du 23 août 1985 fixant les programmes de la formation spéciale des stagiaires de la carrière du rédacteur et de l'expéditionnaire administratif à l'Institut National des sports (Mém. 1985, p. 1063)

Ecole nationale de l'éducation physique et des sports

Loi du 4 avril 1984 portant création d'une Ecole nationale de l'éducation physique et des sports (Mém. 1984, p. 412)

Règlement grand-ducal du 30 avril 1985 concernant la commission consultative instituée avec la création de l'Ecole nationale de l'éducation physique et des sports (Mém. 1985, p. 424)

Règlement grand-ducal du 12 février 1979 portant organisation des cours de formation générale de base et spécialisée des moniteurs, entraîneurs et cadres techniques assimilés des fédérations et sociétés sportives dans le cadre de l'Ecole nationale de l'éducation physique et des sports (Mém. 1979, p. 329)

Règlement grand-ducal du 9 août 1980 fixant les modalités d'organisation des cours de formation spécialisée des cadres techniques des fédérations et sociétés sportives (Mém. 1980, p. 1429)

Règlement grand-ducal du 16 janvier 1990 portant restructuration des cours de formation des entraîneurs dans l'intérêt des fédérations et sociétés sportives (Mém. 1990, p. 41)

Règlement grand-ducal du 16 janvier 1990 portant restructuration des cours de formation des juges et arbitres dans l'intérêt des fédérations et sociétés sportives (Mém. 1990, p. 44)

Règlement grand-ducal du 16 janvier 1990 portant restructuration de la formation des animateurs de sport-loisir (Mém. 1990, p. 45)

Equipements sportifs

Règlement ministériel du 21 janvier 1976 concernant les modalités de la mise à la disposition de tiers des locaux scolaires. (Mém. 1976, p. 100)

Règlement grand-ducal du 30 novembre 2007 portant organisation de la commission interdépartementale pour les équipements sportifs (Mém. 2007, p. 3712)

Règlement grand-ducal du 13 mars 1992 fixant les modalités de l'aide financière de l'Etat en faveur des projets d'équipement sportif subventionnés dans le cadre des programmes quinquennaux d'équipement sportif (Mém. 1992, p. 727)

Loi du 29 juin 2000 organisant le Centre national sportif et culturel (Mém. 2000, p. 1168) modifiée par la loi du 22 décembre 2000 (Mém. 2000, p. 3021) et la loi du 21 décembre 2004 (Mém. 2004, p. 2983)

Loi du 8 novembre 2002 autorisant le Gouvernement à subventionner un huitième programme quinquennal d'équipement sportif et modifiant l'article 1^{er} de la loi du 24 décembre 1997 concernant le septième programme quinquennal d'équipement sportif (Mém. 2002, p. 2999)

Règlement grand-ducal du 4 avril 2003 établissant une première partie de projets à subventionner dans le cadre du huitième programme quinquennal d'équipement sportif (Mém. 2003, p. 728)

Règlement grand-ducal du 6 décembre 2004 établissant une deuxième partie de projets à subventionner dans le cadre du huitième programme quinquennal d'équipement sportif (Mém. 2004, p. 2966).

Règlement grand-ducal du 1^{er} septembre 2006 établissant une troisième partie de projets à subventionner dans le cadre du huitième programme quinquennal d'équipement sportif (Mém. 2006, p. 3108)

Règlement grand-ducal du 6 décembre 2007 établissant une quatrième partie de projets à subventionner dans le cadre du huitième programme quinquennal d'équipement sportif (Mém. 2007, p. 3865)

Loi du 19 décembre 2008 autorisant le Gouvernement à subventionner un neuvième programme quinquennal d'équipement sportif (Mém. 2008, p. 3304)

VI.- Promotion du sport de haut niveau dans l'armée et dans l'enseignement

Règlement grand-ducal du 28 août 1997 concernant la section de sports d'élite de l'armée (Mém. 1997, p. 2374)

Règlement grand-ducal du 10 décembre 1998 concernant des mesures spéciales et aménagements quant aux critères de promotion à l'intention d'élèves de l'enseignement postprimaire engagés sur le plan sportif ou musical dans un cadre de haut niveau (Mém. 1998, p. 3382)

VII.- Brevets sportifs, distinctions sportives, insignes sportifs et protection des emblèmes

Arrêté ministériel du 16 juillet 1956 remplaçant l'arrêté du Ministre de l'Instruction Publique en date du 10 juin 1939, portant création d'un Insigne Sportif National, tel qu'il a été modifié par les arrêtés des 29 avril 1946, 3 septembre 1948, 5 avril 1950, 21 avril 1951, 30 octobre 1952 et 30 mars 1953. (Mém. 1956, p. 914)

Règlement ministériel du 29 février 1964 modifiant et complétant l'arrêté ministériel du 16 juillet 1956, portant création d'un Insigne Sportif National (Mém. 1964, p. 487)

Règlement ministériel du 9 octobre 1964 déterminant le tableau des épreuves de l'Insigne Sportif National (Mém. 1964, p. 1446)

Règlement grand-ducal du 23 avril 1979 concernant l'Ordre National de la Médaille du Mérite Sportif (Mém. 1979, p. 726)

Règlement grand-ducal du 9 août 1980 concernant le Trophée National (Mém. 1980, p. 1428)

Règlement grand-ducal du 11 novembre 1986 concernant la protection des emblèmes et des insignes olympiques ainsi que de ceux des fédérations sportives (Mém. 1986, p. 2182)

Règlement grand-ducal du 3 février 2002 portant détermination et organisation des brevets sportifs nationaux (Mém. 2002, p. 345 et p. 903 rectificatif)

VIII.- Entraîneurs et sportifs

Entraîneurs et sportifs – Contrat de travail

Code du travail, art. L. 121-1 (Mém. 2008, p. 790)

Avenant au Contrat collectif du 13 mai 1998 applicable aux travailleurs intérimaires des entreprises de travail intérimaire (Mém. 2007, p. 2012)

Règlement grand-ducal du 26 juin 2007 portant déclaration d'obligation générale de l'avenant à la convention collective du 13 mai 1998 applicable aux travailleurs intérimaires des entreprises de travail intérimaire conclu entre l'Union Luxembourgeoise des Entreprises de Travail Intérimaire (ULEDI), d'une part et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part (Mém. 2007, p. 2012)

Entraîneurs et sportifs étrangers – Autorisation de séjour

Loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, notamment l'article 54 (Mém. 2008, p. 2033)